

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1311** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

Beverragi aux abois, cherche un bouc-émissaire

(Page 12)

Kasongo Mwema : les Katangais réclament son corps
(P. 3)
COP - 27
RDC, meilleure destination au monde pour l'industrie des batteries électriques
(P. 5)



Groupement Mwami Kashobwe

Revalorisation de la tradition ancestrale

(Pages 3)

Entreprises publiques
Sylvie Elenge Molayi, nouvelle DG de la RTNC

(Détail dans la prochaine édition)

Nyota TV
Retrouvez-nous sur 356 Canal+!

Vodacom - Ligue 1
TP. Mazembe - Goupe Bazano reporté sine die!

(Page 11)

Arrivé à Goma

Uhuru Kenyatta appelle à un cessez-le-feu avant tout dialogue



L'ancien président de la République du Kenya, Uhuru Kenyatta, déplore la situation humanitaire délicate provoquée par l'activisme des rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) et appelle les parties prenantes au conflit à un cessez-le-feu.

Il l'a dit dans un point de presse tenu ce mardi 15 novembre à Goma, après d'une descente à Kanyaruchinya, au nord de la ville, où il a visité les déplacés venus de différentes localités de Rutshuru et Nyiragongo attaquées par les rebelles.

« Ces enfants, femmes et vieux qui souffrent n'ont

rien à voir avec ces conflits (...) Il ne faut pas dire qu'on doit d'abord dialoguer et puis, arrêter la guerre non ! Nous devons d'abord arrêter cette guerre et dialoguer après », a déclaré Uhuru Kenyatta au micro de 7SUR7.CD.

Uhuru Kenyatta ainsi clôturé son court séjour dans la capitale du Nord-Kivu dans un climat de panique au nord de la ville. Les déplacés de Kanyaruchinya se sont tous déferlés à Goma après des rumeurs faisant état de l'avancée des rebelles du M23 qui ont tout de même réussi à s'emparer de Kibumba, à une vingtaine de kilomètres de Goma.

Glody Murhabazi, (7/7.cd) à Goma

Kinshasa et Tanganyika

Le Japon offre 3,8 millions USD pour renforcer la police de proximité



Le Japon affecte environ 3,8 millions de dollars américains au projet « police de proximité » à Kinshasa et au Tanganyika. La signature de ce projet est intervenue le mardi 15 novembre au siège de la MONUSCO à Kinshasa, entre l'ambassade du Japon, l'OIM et l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), en présence d'un représentant du ministère de l'Intérieur.

Le projet porte sur le renforcement des activités de la police de proximité à Kinshasa et dans la province du Tanganyika.

Selon le Chef de Mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ce projet s'inscrit dans le cadre de la réforme de la Police nationale congolaise (PNC), plus particu-

lièrement dans le secteur de son plan d'action quinquennal 2.

Dans la province du Tanganyika, il consistera, notamment à construire un centre de formation, un commissariat et quatre sous-commissariats, à doter la PNC de moyens de transport et de transmission, des mobiliers de bureau et de outils informatiques ainsi qu'à appuyer la formation des policiers en police de proximité.

Pour la ville-province de Kinshasa, ce projet a programmé la construction d'un commissariat et de cinq sous-commissariats. A cela s'ajoute la fourniture des moyens de transport et de transmission radio et l'équipement en matériel informatique et de mobiliers de bureau.

Son exécution sera assurée par la Jica alors que l'OIM se chargera de sa mise en œuvre.

Surpopulation carcérale " extrême "

Les prisons congolaises comptent plus de 44.000 détenus

Invitée par la Commission des Droits de l'homme de l'Assemblée nationale, la ministre d'État en charge de la Justice, Rose Mutombo, a fait le point, le lundi 14 novembre 2022, de la situation de son secteur.

S'exprimant sur les pré-occupations des élus nationaux concernant les conditions carcérales, la Garde des Sceaux a déploré le surpeuplement « extrême » dans les prisons hébergeant, d'après les chiffres les plus récents, un effectif de 44.030 détenus. Construite avec une capacité d'accueil de 1.500 pensionnaires, la prison centrale de Makala en compte plus de 10.000 à ce jour.

« Le tableau statistique des prisons centrales, des camps de détention, des prisons urbaines et des territoires, élaboré par mes services en septembre 2022, établit un effectif de 44.030 détenus. Ce qui traduit une surpopulation carcérale extrême au regard des capacités d'accueil de nos maisons de détention. Tenez, pour la prison centrale de Makala avec une capacité d'accueil de 1.500 pensionnaires, au 08 novembre 2022, l'effectif fait état de 12.000 pensionnaires, soit plus de 6 fois de sa capacité d'accueil », a fait savoir la ministre la Justice.

R. Mutombo a signifié que les causes de cette réalité alarmante sont la vétusté de toutes ces infrastructures et la modicité des frais de fonctionnement alloués aux prisons.

« En effet, s'agissant de nos établissements pénitentiaires, ils sont tous l'héritage de la colonisation. Après l'état des lieux du secteur établi en 2021, on en compte 209, dont



144 sont opérationnels », a-t-elle indiqué.

Elle a mis en exergue les 3 grandes mesures initiées pour remédier à ce problème. Il s'agit de :

- Le désengorgement des milieux carcéraux par la proposition de la mesure de grâce présidentielle et la libération conditionnelle pour ceux qui en sont éligibles ;

- La délocalisation d'anciennes prisons et la construction de nouvelles grâce au contrat de partenariat public-privé avec certains opérateurs économiques qui construisent sur une grande concession leur appartenant une prison pour l'État aux standards internationaux en contrepartie des anciens espaces abritant l'actuelle prison. Cette première expérience est en phase d'exécution à Goma avec la prison de Munzenze ayant une capacité d'accueil de 1.500 pensionnaires. Le partenaire privé construit dans le territoire de Masisi une nouvelle prison moderne de 3.500 pensionnaires sur un espace total de 15 hectares et ;

- La présentation, lors du Conseil des ministres du 21 octobre 2022, du projet de construction de 11 nouvelles prisons

Lubumbashi

Une cinquantaine de motards libérés après 24h de détention

Une cinquantaine de motocyclistes arrêtés pour violation des limites au centre-ville de Lubumbashi dans le Haut-Katanga, ont été libérés après avoir passé un jour dans les cahots de la capitale de ladite province.

La nouvelle est confirmée à 7SUR7.CD ce mardi 15 novembre 2022 par Christian Ndala, chargé de communication de la mairie de Lubumbashi. Il ajoute que le maire intérimaire Lauriane Mwewa a eu pitié et décidé de libérer sans caution tous les motards violeurs des périmètres établis au centre-ville de Lubumbashi.

« Dans le dernier message radiodiffusé, le maire ad intérim de Lubumbashi, Lauriane Kalombo Mwewa avait insisté pour que les motards arrêtés ne soient plus relaxés et automatiquement il fallait les déférer devant les instances judiciaires. Mais pour cette première phase, on a arrêté une cinquantaine de motards qui ont passé 24 heures au cachot. Elle a eu pitié des



motocyclistes, on les a relaxés mais à partir de la deuxième phase, dès maintenant, tout motard qu'on [surprendrait, Ndlr] à partir du centre-ville de Lubumbashi sera arrêté et immédiatement déféré devant les instances judiciaires. Les motards libérés sans caution ont été sensibilisés pour qu'ils ne franchissent pas les périmètres interdits par l'arrêté urbain », a-t-il déclaré à 7SUR7.CD.

Du côté des motocyclistes, Henri Mbuyi, leur président, a indiqué qu'une réunion a eu lieu le lundi à Lubumbashi pour analyser la situation des motards au centre-ville. Il a été décidé, a-t-il poursuivi, qu'une rencontre puisse avoir lieu avec toutes les autorités de la ville pour

modernes ayant une capacité d'accueil de 2.500 pensionnaires chacune dans les 11 anciennes provinces. Ce projet sera mixé avec la réhabilitation de quelques anciennes prisons comme celles de Kasapa à Lubumbashi, celle de Buluwo à Likasi et celle du camp fort Thinga à Boma.

« Je serai incomplète si je ne parlais pas de l'ali-

mentation des détenus où des efforts croissants sont effectués car avec le contrôle rigoureux que j'ai mis en place à travers la commission de surveillance de la livraison, les magasins de nos prisons sont toujours approvisionnés en nourriture et médicaments et le menu des repas a changé. Tout n'est pas encore rose mais il y a un changement notable », a souligné ce membre du gouvernement Sama.

En ce qui concerne l'irrespect des délais des prononcés des jugements, l'absence de motivation dans les jugements et distribution inéquitable de la justice, R. Mutombo a rappelé qu'elle veille à ce que des principes sacro-saints de la bonne administration de la justice soient respectés en restant dans les limites de ses prérogatives.

Pour relever tous ces défis, la Garde des Sceaux a dit compter sur la collaboration entre son ministère et le Conseil Supérieur de la Magistrature, avant de réitérer son engagement à mener une lutte sans merci pour traquer toutes les brebis galeuses qui ternissent l'image de la justice du pays.

Merveil Molo/7/7.cd

que des « solutions durables » soient trouvées.

« Nous avons pris la décision de rencontrer toutes les autorités de la province concernant cet arrêté qui s'applique de manière désordonnée. Nous voulons y aller de manière pacifique. Nous demandons à madame le Maire de nous recevoir pour que des solutions durables soient trouvées ensemble et demandons aussi qu'elle nous pardonne pour tout ce qu'on a eu à faire », a-t-il souhaité.

Dans une réunion du Conseil provincial de sécurité présidée le dimanche 13 novembre dernier par le gouverneur Jacques Kyabula Katwe, il a été condamné la manipulation des jeunes des partis politiques dans l'arrestation des motards qui ne respectaient pas les limites d'accès au centre-ville de Lubumbashi. Le gouvernement provincial du Haut-Katanga a même mis en garde toutes les autorités urbaines qui instrumentalisent les jeunes.

Patient Lukusa, (7/7.cd) à Lubumbashi

La "Communauté Katangaise" souhaite que le professeur Kasongo soit inhumé à Lubumbashi

Dans un message de condoléances adressé à la famille biologique de l'ancien porteparole du président Félix Tshisekedi ce mardi 15 novembre 2022 et dont une copie est parvenue à 7SUR7.CD, l'association socioculturelle Lwanzo Lwa Mikuba et la communauté Katangaise souhaitent que la dépouille mortelle de feu professeur Tharcisse Kasongo Mwema Yamba Y'amba soit inhumée à Lubumbashi dans le Haut-Katanga.

A en croire Max Mpande, président national de Lwanzo Lwa Mikuba qui signe ce document, après sa retraite professionnelle à la Radio France Internationale, le professeur Kasongo Mwema avait choisi, de son vivant, le Katanga comme son terroir pour former les jeunes en journalisme.

« Étant la figure emblématique de l'espace Katangais, l'association socioculturelle Lwanzo Lwa Mikuba et l'ensemble de la communauté Sangaphone émettent un ardent désir que le professeur

Kasongo Mwema Yamba Y'amba Tharcisse soit dignement enterré à Lubumbashi dans son Katanga natal », lit-on dans cette correspondance.

Dans la foulée, Max Mpande a présenté ses condoléances à la famille biologique de feu professeur Kasongo Mwema et à toutes les connaissances et association socioculturelle Lwanzo Lwa Mikuba.

Le professeur Kasongo Mwema Yamba Y'amba est décédé le samedi 12 novembre dernier à la clinique Ngaliema à Kinshasa des suites d'une courte durée. De son vivant, il fut professeur à l'Université de Lubumbashi. Il a aussi travaillé à la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC) à Kinshasa, à Kyondo Radio et télévision à Lubumbashi, à la Radio France Internationale (RFI). Jusqu'à sa mort, il était président du Conseil d'Administration à l'Agence Congolaise de Presse (ACP).

Patient Lukusa, à Lubumbashi

NECROLOGIE



Kasongo Mwema Yamba Yamba Mwikalebwe wa Kabingandu

Une petite grippe ce vendredi soir, tu vas à Ngaliema et ce matin Hubertine est inconsolable. Kasongo Mwema Yamba Yamba Mwikalebwe wa Kabingandu est parti sur la pointe des pieds. Ah la mort quand tu nous tiens !

Groupement Mwami Kashobwe

Revalorisation de la tradition ancestrale



Une grande cérémonie coutumière a vécu dernièrement dans le groupement Mwami Kashobwe. Il s'agit de la revalorisation de la tradition ancestrale, une sorte de retour à l'authenticité. La cérémonie a été présidée par le grand Chef Kashobwe, en présence de plusieurs personnalités de ce coin de la RDC.

Tout a commencé par une veillée aux allures d'une fête traditionnelle dans la soirée du jeudi 10 novembre 2022. Le Grand Chef Kashobwe, les notabilités du peuple Lamba et Bemba et toute la population de cette partie du Haut Katanga y ont pris part. Pour le Grand Chef Mwami Kashobwe, il était question de revenir aux sources ancestrales

à travers la culture

Parmi les éléments phares de ce retour aux valeurs culturelles, l'on peut citer le respect de la rivière comme étant l'un des lieux mythiques. Une invitation donc aux paysans de protéger et sauvegarder la culture, cette fierté qui constitue une identité culturelle d'un peuple.

La cérémonie s'est dérou-

lée aussi en présence de quelques invités du chef du groupement Kashobwe. Et comme dans leurs habitudes, les habitants de Kashobwe ont partagé du munkoyo, cette succulente boisson indigne faite à l'aide notamment des racines. Un enracinement dans la culture tel que souhaité par le Grand Chef du groupement Mwami Kashobwe.

Ben Kayembe



RDC: nouveaux pourparlers de paix à partir du 21 novembre à Nairobi

Des pourparlers de paix sur la situation dans l'est de la République démocratique du Congo, en proie à de nombreux groupes armés



dont les rebelles du M23, doivent débiter le 21 novembre à Nairobi, a annoncé dimanche la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC).

Une récente offensive du M23 qui a repris les armes fin 2021, a vu le groupe s'avancer vers Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu de plus d'un million d'habitants, et alimente les tensions entre la RDC et le Rwanda. Kinshasa accuse Kigali de soutenir le M23, ce que les autorités rwandaises démentent.

«La prochaine session du dialogue de paix sur la situation dans l'est de la RDC est prévue pour commencer le 21 novembre à Nairobi», capitale du Kenya, a annoncé l'EAC dans un communiqué publié sur Twitter. Ni les participants, ni la durée des discussions n'ont été précisés.

Les nouvelles violences du M23 ont provoqué un regain de tension entre la RDC et le Rwanda, accusé par Kinshasa depuis le début de l'année de soutien actif à cette rébellion.

Les initiatives diplomatiques se multiplient pour tenter de résoudre le conflit. Le président angolais João Lourenço, qui préside la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), a rencontré vendredi son homologue rwandais Paul Kagame, puis le lendemain le chef d'État congolais Félix Tshisekedi.

Le facilitateur pour la paix dans l'est de la RDC pour l'EAC, l'ancien

président kényan Uhuru Kenyatta, ainsi que le président burundais Evariste Ndayishimiye sont arrivés dimanche à Kinshasa pour une vi-

site de deux jours.

Les premiers soldats kényans sont quant à eux arrivés samedi à Goma dans le cadre d'une force régionale est-africaine. Le parlement kényan a approuvé mercredi l'envoi de 900 soldats dans l'est de la RDC, en proie depuis près de trois décennies aux attaques de groupes armés.

Un rapport confidentiel de l'ONU, consulté en août par l'AFP, pointe une implication du Rwanda auprès du M23. Des dirigeants américains ont aussi évoqué une aide de l'armée rwandaise au M23.

Kigali dément et accuse en retour la RDC - qui nie également - de collusion avec les FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda), mouvement de rebelles hutu rwandais, dont certains sont impliqués dans le génocide des Tutsi en 1994 au Rwanda.

Selon l'ONU, les récents combats ont provoqué le déplacement de 188.000 personnes.

Il y a exactement 10 ans, en novembre-décembre 2012, les rebelles du M23 avaient occupé Goma pendant une dizaine de jours, avant d'être vaincus l'année suivante par l'armée congolaise et les Casques bleus.

AFP avec ACTUALITE.CD

Évasion massive à la prison de Gbadolite : 2 morts dont un sujet centrafricain et 75 détenus en fuite

Au total, 75 détenus se sont évadés de la prison centrale de la ville de Gbadolite, chef-lieu de la province du Nord-Ubangi dans le Nord-ouest de la République démocratique du Congo.

Cette évasion spectaculaire a eu lieu dimanche 13 novembre dernier dans la matinée, indique le maire de la ville de Gbadolite, Joseph Molegbe. Cette autorité urbaine ajoute que 2 détenus sont morts après cet incident. L'un d'eux, fait-il savoir, a succombé à ses blessures sur-le-champ après avoir reçu une balle et l'autre qui est un sujet centrafricain est mort à l'hôpital général de Gbadolite où il était admis aux soins.

« Les détenus ont forcé les portes de la prison centrale profitant de l'évacuation des matières fécales. 75 ont pu s'évader sur un total de 157 détenus. Les policiers commis à la garde ont ouvert le feu pour les dissuader. Il y a 8 blessés graves par balle. 1 autre détenu atteint par balle a succombé sur-le-champ et un autre [qui est un sujet centrafricain, Ndlr] a succombé à l'hôpital général de Gbadolite », a confié à la presse le maire de la ville de Gbadolite, Joseph Molegbe.

Il sied de signaler que les autorités tant provinciales qu'urbaines ont diligenté des enquêtes à Gbadolite pour tenter de retrouver les détenus qui ont pris la poudre d'escampette.

évasion spectaculaire à la prison de Gbadolite, 75 détenus se font la malle 2 morts pendant l'opération

Selob Actualité.cd, qui confirme l'information, deux personnes sont mortes et sept autres blessées grièvement au cours d'une évasion à la prison centrale de Gbadolite (Nord-Ubangi) le dimanche 13 novembre. Selon les informations de ACTUALITE.CD, au moins



75 détenus (sur 157) ont pu quitter la prison pendant l'opération. Parmi les victimes, il y a un réfugié centrafricain.

L'évasion a eu lieu pendant une

opération d'évacuation des fosses sceptiques. Certains détenus ont escaladé le mur de la prison et d'autres ont forcé l'entrée principale du complexe carcéral obligeant les gardes à ouvrir le feu.

«Je demande à la population d'être vigilante en vue d'arrêter toute personne suspecte (...). C'est pour chercher à récupérer ces évadés qui constituent un danger au regard des actes pour lesquels ils ont été mis aux arrêts», a déclaré Joseph Molegbe Damba, Maire de la ville de Gbadolite.

La situation de la prison de Gbadolite défrayait déjà la chronique la semaine dernière. Un détenu avait trouvé la mort dans des conditions troubles. Selon les autorités carcérales évoquaient les mauvaises conditions dans cette prison.

Les complexes carcéraux congolais sont toujours pointés du doigt par les organisations non gouvernementales. Par exemple, la prison centrale de Makala compte environ 10.000 détenus. Elle avait pourtant été construite pour 1.500 prisonniers maximum. De son côté, la prison militaire de Ndolo héberge plus de 2.000 détenus pour une capacité de 500.

Le pays travaille sur un projet de réhabilitation et/ou de construction de nouvelles prisons. Au moins onze prisons d'une capacité de 2.500 personnes seront construites à travers le pays. Elles seront réparties selon l'ancienne configuration de 11 provinces. Les prisons à réhabiliter sont notamment celles de Kasapa à Lubumbashi et de Buluwo à Likasi, avait affirmé en octobre 2022, le gouvernement.

LPE

Remise-reprise

Fabrice Lusinde prend les commandes de la SNEL SA

A la société nationale d'électricité une ambiance festive le samedi 22 octobre 2022, Fabrice Lusinde remplace Jean Bosco Kayombo comme nouveau Directeur Général de la SNEL SA. Fils de la maison pour avoir été Directeur Général a.i., bénéficiant de la confiance du Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi dans sa vision forte, le nouveau DG a pris l'engagement de développer la société nationale d'électricité afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle. Il considère cet engagement comme une réponse aux recommandations du Chef de l'Etat devant la multiplicité des défis à relever.

Dans son secteur précis, au re-

gard des solutions préconisées non encore au rendez-vous, Fabrice Lusinde considère sa nomination comme aussi la matérialisation de la volonté du Chef de l'Etat de placer l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. Aussi, prenant la parole lors de la circonstance, le nouveau Directeur Général a remercié le Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo pour la confiance placée en sa personne à tous les membres du comité de gestion. Il a également décliné toute sa reconnaissance au Premier ministre Jean Michel Sama Lukonde et les ministres de tutelle notamment Madame la Ministre du portefeuille et son collègue de l'Energie devant les quels la snel est redevable au quotidien.



Evoquant les nombreux défis qui guettent la snel, il a invité les agents et cadres de la snel à mettre la main dans la pâte afin de permettre leur entreprise

de jouer pleinement sa mission à la satisfaction de la population et de tous les autres usagers bénéficiaires.

Basile Mangebe

COP - 27

RDC, meilleure destination au monde pour l'industrie des batteries électriques

La République démocratique du Congo (RDC) est la meilleure destination au monde pour l'industrie des batteries électriques grâce à ses minerais stratégiques dont le Cobalt, le lithium et le manganèse, a déclaré le ministre de l'Industrie, Julien Paluku Kahongya lors de son intervention le week-end, à CHARM -EL- CHEIKH en Égypte aux travaux préparatoires de la 27^{ème} conférence des Nations unies sur le changement climatique (Pré-COP 27), a appris l'ACP samedi dudit ministère.

« Vous savez que le monde entier a souvent parlé de notre pays en termes de réserve de forêt et de réserve en minerais. Mais jamais on a su que nous constituons la solution dans la transition énergétique. Maintenant qu'il y a conférence mondiale sur le climat, nous sommes ici en Égypte pour davantage accompagner la vision du Chef de l'État, et démontrer qu'on ne peut entrer en pleine transition énergétique et écologique sans la RDC », a dit le ministre de l'Industrie.

Et de poursuivre : « c'est à travers ses forêts, à travers ses minerais, que la RDC peut apporter la solution au monde. Vous savez que nous sommes dans le bassin du Congo qui renferme le 1/5 de toutes les réserves forestières du monde ».



Pour Julien Paluku, « il est important que cela soit dit, et connu. Mais au-delà de forêt, nous sommes encore ce pays-là qui détient le lithium, le cobalt, le manganèse, le nickel et tant d'autres minerais qui entrent dans les précurseurs des batteries électriques. »

C'est cela la communication que la RDC a apporté en vue de rassurer que ce pays devienne finalement cet interlocuteur solution dans le changement climatique. Il a demandé à cette occasion, que les fonds vert qui circulent dans le monde n'aillent pas ailleurs, tout en promettant que très prochainement la RDC va mettre en place une cellule scientifique qui va

quantifier le CO2 que le pays va éviter en produisant des précurseurs et des batteries électriques.

Partenariat RDC-USA sur le climat et la conservation des écosystèmes

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie a assisté au stand de la RDC à la cérémonie de signature d'un accord de partenariat entre la RDC et les États-Unis d'Amérique sur le renforcement du leadership de la République démocratique du Congo en matière de climat et de la conservation des écosystèmes.

Les États-Unis ont été représentés par leur Secrétaire d'Etat à la Croissance éco-

nomique, à l'énergie et l'environnement, José Fernández et le vice-Premier ministre en charge de l'Environnement et du développement durable pour la RDC, Mme Eve Bazaiba.

Elle a déclaré à cette occasion que, « nos partenaires américains ont pris l'engagement d'accompagner la RDC à la réalisation de son 'idéal de pays solution face à la crise climatique. Nous allons donc mettre en place un groupe de travail pour nous accompagner et lier l'utile à l'agréable, c'est-à-dire lier la protection de l'environnement et le développement durable ».

« La transformation de nos ressources naturelles que ça soit l'exploitation de pétrole et de nos blocs gaziers, ou encore d'autres minerais stratégiques pour la gestion rationnelle de ressources en eau, l'adaptation à travers les projets de l'agroforesterie, à travers l'énergie doivent se faire en tenant compte des standards internationaux sur base de l'engagement de la RDC à protéger l'environnement, pour assurer au pays un développement durable », a fait savoir Eve Bazaiba.

Les deux membres du gouvernement, ont également participé au panel sur le Fonds bleu pour le bassin du Congo.

ACP

Mobilisation des recettes

La FEC opposée à l'imposition des vignettes fiscales

La Fédération des entreprises du Congo (FEC) s'est dit opposée à l'imposition de payer les frais de



manière illégale par les entreprises dans le cadre du système de traçabilité des droits d'accises (STDA), dans un communiqué parvenu samedi à l'ACP.

« Sans s'opposer à la réforme sur la traçabilité et le marquage des produits, la FEC ne souscrit pas aux procédés d'implémentation du STDA mis en place par la DGDA en recourant à la force et à l'imposition illégale des frais à payer par les entreprises pour l'acquisition des « vignettes fiscales » non prévus par les Lois de la République », soutient cette corporation.

Elle affirme dans ce document, que l'industrie locale « est bel et bien en danger avec l'installation forcée, irrégulière et illégale des machines du STDA dans les usines. »

Cette déclaration, signale-t-on, constitue une mise au point

de la part de la FEC suite à la réplique de la Direction générale des douanes et accises (DGDA)

sur la dénonciation faite par la FEC au sujet « d'une procédure irrégulière et illégale » dans l'installation des machines du Système de traçabilité des droits d'accises (STDA) dans certaines usines.

La FEC estime que l'imposition des « vignettes fiscales » va engendrer un effet négatif sur l'économie nationale notamment par une augmentation des prix des produits de 5 à 10% avec comme conséquences : la baisse du volume des ventes de produits fabriqués localement au profit de ceux importés, la diminution des recettes de l'Etat induite par la baisse des taxes et impôts qui sont payés, la suppression des emplois et le risque de fermeture des usines.

ACP

La SOKIMO plaide pour la relance de ses activités

Le président du conseil d'administration de la Société minière de Kilo Moto, (SOKIMO), Mme Christine Feza

Motema, a plaidé, dimanche, pour la relance des activités de la SOKIMO, dans une allocution prononcée, à l'occasion de la clôture à Kinshasa, d'un atelier sur l'élaboration du plan stratégique de relance de cette société détenue à 100% par l'État congolais.

« La situation de la SOKIMO est certes déplorable, mais je suis persuadée que grâce à la mutualisation de nos efforts, nous parviendrons à relancer les activités de la société », a déclaré la PCA.

Pour y parvenir, elle a sollicité l'appui du Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo et du Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde, notamment pour la relance de la production industrielle de l'or à la SOKIMO.

La PCA a demandé à la tutelle technique et administrative de sa société à savoir, les ministères des Mines et du Portefeuille d'aider la SOKIMO à redevenir un opérateur économique digne de ce nom et capable, a-t-elle ajouté, avant de payer



sa dette sociale et de faire face à ces engagements envers tous les employés et ses partenaires.

Christine Feza Motema a exprimé le vœu de voir se traduire en actes les recommandations et les résolutions prises lors de cet atelier de Kinshasa liées notamment au paiement des décomptes finals des retraités et les arriérés des salaires des employés, à la prise en charge des soins de santé des agents et de la scolarité de leurs enfants.

La transparence et l'inclusivité dans la gestion de la société ainsi que le recouvrement et la certification des créances de la SOKIMO, font également partie des recommandations et résolutions formulées à l'issue de cet atelier.

Le 7 novembre en cours, rappelle-t-on, le nouveau comité directeur de la SOKIMO avait réaffirmé son engagement à relancer les activités de cette société en vue d'accroître les recettes de l'Etat, au cours d'une audience auprès de la ministre des Mines, Antoinette N'samba Kalambayi.

ACP

Kongo - Central

Mbanza-Ngungu: les puits d'eau non couverts, un danger

Tous les propriétaires des puits d'eau non couverts situés aux quartiers Loma, dans la cité de Mbanza-Ngungu (Kongo-Central), sont appelés à les protéger. L'appel a été lancé au



cours d'une séance de sensibilisation des habitants de ce coin, samedi 12 novembre dans le cadre de mise en œuvre des activités du comité local de gestion de catastrophe des quartiers Loma.

Selon Doudou Lutete responsable de ce comité, la population de deux quartiers Loma, vit un danger permanent en termes de morts par noyade dans les puits d'eau qu'ils creusent dans leur environnement et qu'ils ne couvrent pas nécessairement.

Les quartiers Loma 1 et 2, dans la cité de Mbanza-Ngungu sont jonchés des puits d'eau non protégés. Ces puits d'eau, les habitants les creusent dans leurs parcelles et dans des avenues pour boire, arroser leurs cultures, pour des travaux ménagers ainsi que pour la fabrication des briques cuites, et ainsi, pallier le manque de desserte en eau potable auquel ils font face.

Mais, à en croire Doudou Lutete, président du comité local de gestion des catastrophes de ces quartiers, bon nombre de ces puits ne sont pas construits en dur ni protégés, et cela expose les enfants en particulier et toute la population en général à la mort par noyade.

Dans le cadre de la mise en œuvre

des activités du comité local de gestion des catastrophes de quartiers Loma, une séance de sensibilisation des habitants de ce coin sur la protection des puits d'eau y compris les endroits qui ont servis pour la fabri-

cation des briques pendant la saison sèche a été menée de porte en porte.

Une façon pour les membres de ce comité composé des ONG locales de développement et des églises œuvrant dans ces deux quartiers, d'alerter la population.

Ils espèrent ainsi, réduire tant soit peu le nombre d'accidents et de morts par noyade enregistrés chaque année dans ces deux quartiers, dont quatre l'année dernière.

Pour que cette campagne de sensibilisation produise des bons résultats, Doudou Lutete appelle à l'accompagnement des autorités politico-administratives par rapport à la traque des récalcitrants. Il demande également aux autorités et aux partenaires du gouvernement de corriger ce problème une fois pour toute en alimentant en eau ces quartiers.

Il s'adresse particulières à la REGIDESO afin qu'il s'organise pour alimenter les quartiers de Mbanza-Ngungu qui n'ont pas d'eau courante.

Ce comité de gestion des catastrophes a été créé en 2021, après une grande formation animée et organisée par World Vision sur le système d'alerte précoce (SAP) dans le cadre de la prévention et gestion des catastrophes.

Kwilu

Des hommes armés extorquent de l'argent aux villageois de Bagata



Des hommes armés passent de village en village pour récolter de l'argent auprès des villageois dans le territoire de Bagata (Kwilu), afin de se procurer des cartouches pour poursuivre leurs attaques meurtrières, affirme le chef de secteur de Wamba, Martin Gabia.

Selon lui, le dernier cas s'est produit à la mission Kikongo où ces assaillants ont emporté un million cinq cent mille francs congolais (750 USD) dans un centre de santé.

D'après lui, ces actes sont commis en complicité avec certains jeunes délinquants de cette partie de la province du Kwilu qui s'associent aux assaillants armés.

"Les groupes qui proviennent de Kwamouth là-bas, ils ont traversé la ri-

vière Kwango, ils se sont mixés dans les villages du secteur de la Wamba, entre l'espace Kwango et Wamba. Ils arrivent dans chaque village, ils demandent des collectes, ils demandent aux chefs des villages, par exemple la somme d'autant, plus trois boucs, et nous passons. Si vous ne voulez pas, nous allons vous tuer. Et les chefs du village, les jeunes ou les notables, passent faire la collecte pour eux", a

expliqué Martin Gabia.

Ces hommes, a-t-il affirmé, sont également passés dans beaucoup de villages pour accomplir leurs sales besognes :

"Il y a par exemple Kimbay, ils ont fait autant, Lubambu, Mibey, ils ont fait la même chose. Kwilu Mbaka vers Say, ils ont fait ça. L'argent c'est pour leur permettre d'acheter des cartouches. A Kikongo, à 25 km de Fatundu, dans une des missions protestantes, ils sont entrés là-bas ils ont demandé qu'on leur donne 1.500.000 FC, dans le cas contraire ils vont descendre à l'hôpital tuer même les malades. Alors c'est comme cela que tout le monde était paniqué, l'argent c'est pour leur permettre d'acheter les cartouches qu'ils utilisent pour attaquer les gens".

Nord-Kivu

Beni : les conditions sanitaires restent difficiles au centre de santé de Lume

Les conditions sanitaires restent difficiles au centre de référence de Lume, dans la zone de santé de Mutwanga, dans le territoire de Beni (Nord-

Kivu), quatre mois après l'attaque dont il a été victime.

Cette structure sanitaire a été attaquée dans la nuit du 7 au 8 juillet dernier, avec plusieurs dégâts humains et matériels enregistrés.

Les autorités locales plaident pour que ce centre soit remis à niveau, dans un coin où les gens meurent par manque d'une prise en charge sanitaire adéquate.

Quatre mois après l'attaque du centre de santé de Lume, les activités tournent au ralenti.

Les malades ne sont plus internés, ils sont consultés en ambulatoire par manque des moyens suffisants, explique Mwenda Kulala Constantin, président du comité de santé à Lume :

« Depuis cet incendie, nous avons moins de cinquante lits. Nous n'avons plus rien même pas du médicament car l'ennemi avait tout emporté et les quelques malades que nous accueillons ces jours c'est en mode ambulatoire. Une fois guéris, ils ne retournent plus honorer leurs factures ».

Jusqu'à-là, même en ambulatoire, les conditions sanitaires ne sont pas réunies, fait remarquer, pour sa part, Pa-



tience Madahi, présidente du conseil de la jeunesse de la place. D'où son appel au gouvernement de s'y pencher :

« Lors de cette attaque, il y

avait le système de gratuité ici. Après, la fréquentation des malades n'étaient plus normale car tous les matériels étaient rendus en cendre. Même si on peut recevoir les malades, leur prise en charge n'est pas au top car toutes les conditions ne sont pas encore bien réunies par manque des soins efficaces. En cas d'urgence, le malade est transféré dans d'autres milieux supposés sécurisés pour une prise en charge efficace ».

Certains malades meurent même à domicile car ils ont peur, depuis cette attaque, de se rendre au centre de santé, poursuit la même source.

Le centre de santé de référence de Lume dessert plus quarante et un mille personnes à travers ces quatre aires de santé.

Les combattants ADF ont attaqué et incendié ce centre la nuit du 7 au 8 juillet dernier. Tout avait été réduit en cendres et 4 personnes sont mortes calcinées, dont un infirmier de garde.

Plusieurs autres personnes avaient été prises en otage et sont portées disparues jusqu'à ce jour.

A ce jour, le gouvernement ne s'est pas encore prononcé sur la réhabilitation du centre de santé de Lume.

Maniema

Les défenseurs des droits de l'homme disposent désormais d'un instrument juridique

Les défenseurs des droits de l'homme du Maniema disposent désormais d'un instrument juridique pour leur protection. Il s'agit de l'édit portant protection des défenseurs des droits de l'homme qui a été adopté à l'unanimité samedi 12 novembre par les députés provinciaux du Maniema.

Selon l'initiateur de cet édit, le député provincial Thierry Badisungu les défenseurs des droits de l'homme sont souvent la cible des nombreuses violations et restriction de leurs droits dans l'exercice de leurs fonctions.

Thierry Badisungu pense que cet instrument leur permettrait de travailler en toute quiétude :

« Comme vous le savez, la précarité du contexte sécuritaire et la situation humanitaire qui prévalent dans la province du Maniema engendre toujours des abus et multiples violations des droits humains et les grandes victimes se sont là les défenseurs des droits de l'homme parce qu'ils sont appelés à tout moment à défendre les causes des victimes qui connaissent toutes ces exac-



tions-là ».

Les activistes des droits de l'homme se réjouissent de l'adoption de cet édit.

Raphaël Upelele, secrétaire exécutif de l'ONG Haki Za Binadamu-Maniema exprime sa joie :

« Le travail que nous faisons est périlleux, il est dangereux de la part de certains pouvoirs et voilà pourquoi nous sommes très heureux, très content que l'assemblée provinciale puisse adopter cet édit qui protège, qui donne beaucoup de droits aux défenseurs, qui accorde même certains privilèges de poursuite et au jour d'aujourd'hui les défenseurs ne seront plus peureux d'une manière déraisonnée comme avant ».

Ouverture du procès de Vidiye Tshimanga pour "corruption"



L'ancien conseiller stratégique du président Félix Tshisekedi Vidiye Tshimanga est jugé lundi 14 novembre par le Tribunal de paix de Kinshasa-Gombe. Placé en détention le 21 septembre 2022 à la prison de Makala puis libéré une semaine après, il est dans la tourmente depuis la diffusion en septembre d'une vidéo où on le voit proposer un accès aux mines en échange d'une commission : le parquet le soupçonne de « corruption passive » et « trafic d'influence ».

Fin septembre, les proches de Vidiye Tshimanga le croyaient tiré d'affaires après sa mise en liberté provisoire. Mais le procureur a pris son temps : Il a notamment adressé plusieurs réquisitions d'informations dans les milieux des affaires avant de fixer le dossier devant le tribunal, un mois plus tard.

Le procureur retient contre l'ancien stratège du Président congolais la « corruption passive » pour s'être présenté

comme acteur auprès des prétendus investisseurs. L'homme avait demandé une commission contre l'accès aux mines du pays.

Dans les faits, il proposait de créer une société avec eux et dans laquelle il détiendrait une participation déguisée par des prête-noms. Le procureur l'accuse également de « trafic d'influence » : le conseiller se vantait de sa proximité avec le président.

Et pour avoir exposé la personnalité de Félix Tshisekedi, il a été retenu contre lui l'infraction d'« offenses envers le chef de l'État ».

Au total, trois griefs pour lesquels ses avocats disent avoir des moyens conséquents de défense - l'un d'eux disait déjà contester l'infraction de corruption. Pour lui, un début de réflexion, sans commission de l'infraction, ne peut pas donner lieu aux poursuites judiciaires.

RFI

Kinshasa

Dépistage gratuit des maladies métaboliques

L'ONG « *Lutte contre la malnutrition et les maladies métaboliques (LUMAMET)* » a organisé samedi, au centre hospitalier « *Mombele* » situé dans la commune de Limete à Kinshasa, une campagne de dépistage gratuit et de sensibilisation aux maladies métaboliques.

« Sur les 102 patients dépistés, 48 sont en surpoids, 41 souffrent de l'Hypertension, 26 ont le diabète », a fait savoir le coordonnateur principal des activités sur terrain de cette structure, Larson Lundundila.

Un médecin qui a requis l'anonymat, a souligné que le diabète est favorisé par une prédisposition génétique, ajoutant que celui de type 1 survient suite à une réaction anormale du système immunitaire et de type 2 est essentiellement lié au mode de vie qui engendre le surpoids, la sédentarité et l'hypertension artérielle.

Il a invité les patients à changer leurs habitudes alimentaires en privilégiant les aliments riches en protéines.

De son côté, M Paul Kabuya, patient et bénéficiaire de cette activité, a remercié toute l'équipe organisatrice de cette campagne, pour l'initiative et pour la prise en charge gratuite des malades. « *Je suis*

au cours des mois de juin, juillet et août 2022 dans trois communes de Kinshasa, notamment Lingwala, Masina et Bandalungwa.

« *Durant les trois mois de campagne et de sensibilisation, nous avons dépisté 493 personnes dont 55% souffrent de l'hypertension, 9% des personnes enregistrées du diabète et 27% sont en surpoids* » a-t-il signalé.

M Lundundila a, en outre, exhorté la population congolaise à une alimentation riche et équilibrée, notamment les fruits, les légumes, les produits laitiers et écrémés, les viandes sans graisse et les poissons en vue de lutter contre ces maladies métaboliques.

De son côté, la coordonnatrice de l'ONG LUMAMET, la nutritionniste Hortense Miandabu a lancé un appel au secours aux membres du gouvernement et aux partenaires pour l'accompagnement dans la réalisation de ces activités de l'année 2023 pouvant leur permettre d'élargir le secteur d'au moins 20 (vingt) zones de santé sur les 35 (trente-cinq) zones que compte la ville de Kinshasa.

L'ONG LUMAMET a été



en surpoids et j'ai bénéficié des soins gratuits qu'offre l'ONG LUMAMET », a-t-il dit.

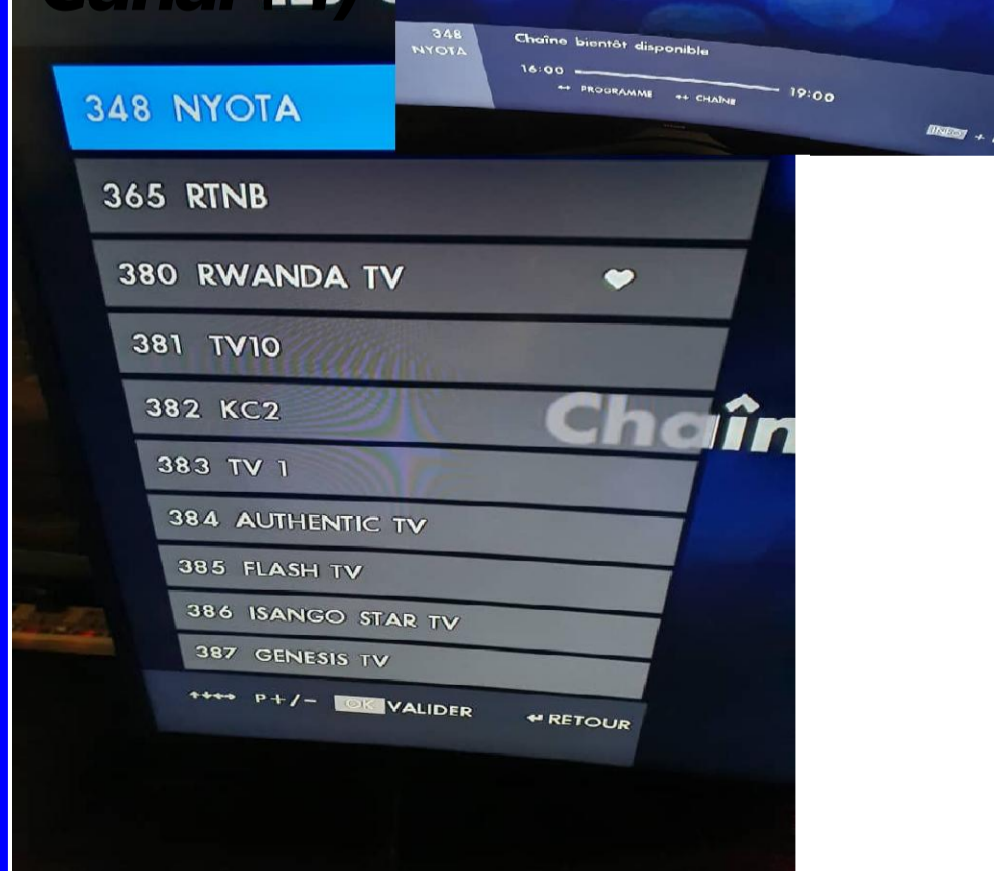
Satisfaction des activités réalisées durant l'année en cours

Par ailleurs, le coordonnateur principal des activités sur terrain de l'ONG «LUMAMET» Larson Lundundila s'est dit satisfait des activités réalisées

créée en 2020 par la nutritionniste Hortense Miandabu. Elle a pour objectif de sensibiliser la population à la réduction des maladies chroniques en montrant des mécanismes de prévention de ces pathologies. L'ONG LUMAMET vise la prise en charge nutritionnelle des patients ayant besoin d'un régime approprié.

Nyota TV sur Canal+

(Retrouvez-nous sur 356 Canal+ !)



RDCongo

Quelle option pour Tshisekedi face au M23 ?

Les diplomates de toute la région tentent de ramener les protagonistes à la table des négociations alors que les rebelles sont à moins de 20 kilomètres de l'aéroport de Goma.

Sur le terrain, plusieurs témoignages parlent de la prise de Kibumba par les hommes du M23. L'armée congolaise dément. Mais les rebelles semblent pourtant poursuivre leur avancée malgré l'utilisation des avions Sukhoï et de l'artillerie lourde congolaise depuis quelques jours.

Le porte-parole du M23 a expliqué que ces bombardements faisaient surtout des victimes chez les civils et il répète que la « mission » du M23 est aujourd'hui de « mettre un terme à ces bombardements en allant occuper la source de ces ennuis », soit l'aéroport de Goma.

Selon plusieurs témoignages, ce dimanche soir, les rebelles seraient à moins de 20 kilomètres de l'aéroport de Goma, la capitale du Nord-Kivu où sont arrivés samedi une centaine de militaires Kényans. Au total, le parlement de Nairobi a autorisé le déploiement de 900 hommes dans le cadre de l'accord entre les pays membre de l'East African Community (à l'exception notoire du Rwanda).

La progression des rebelles est constante et ils ont réussi, à la veille de ce week-end, à mettre la main sur quatre chars abandonnés par les soldats de l'armée congolaise qui tentent, malgré tout, de résister face à l'avancée des rebelles.

Kinshasa, par la voie de son ministre des Affaires étrangères, a ouvert la porte à une reprise des négociations avec le M23 mais pas à n'importe quel prix. « Nous devons avoir un dialogue, mais nous ne négocierons jamais sur l'intégrité territoriale, la souveraineté, l'indépendance de no-



tre pays et le bien-être de nos populations », a-t-il déclaré avant d'énumérer une liste de conditions auxquelles doit se plier le M23 : cesser ses activités criminelles, se retirer des localités occupées, autoriser nos compatriotes chassés par la violence à revenir à leurs domiciles et que cesse tout soutien à tous groupes armés et dans le cas d'espèces le M23... « Si cela est fait nous sommes ouverts à des discussions », a-t-il poursuivi.

Des négociations pour lesquelles plaident aussi les différents médiateurs qui sont passés par Kinshasa – parfois aussi par Kigali – ces derniers jours (comme le président angolais Joao Lourenco ou l'ancien président du Kenya Uhuru Kenyatta). Des médiateurs qui tentent aussi de faire retomber un peu la pression qui est à son paroxysme entre Kinshasa et Kigali.

Une négociation qui ne fait pas l'unanimité

Dans les couloirs du pouvoir de Kinshasa, la volonté de se mettre autour de la table des négociations avec les représentants du M23 ne fait

pas l'unanimité. Pour quelques proches du président, il s'agirait d'un « camouflet ». Les rebelles sont encore régulièrement traités de terroristes par des tenants du pouvoir qui rappellent qu'« on ne négocie pas avec ces gens-là ». Ce serait un aveu de faiblesse inacceptable pour plusieurs proches du chef de l'État qui préfèrent « en finir une bonne fois pour toutes avec la menace que représente continuellement Kigali ». En face, certains rappellent que des responsables du M23 ont « négocié à Kigali avec des représentants des autorités congolaises en juillet 2019 pour déposer les armes, être intégrés dans l'armée de la RDC et voir lever les mandats d'arrêt qui avaient été dressés contre certains des chefs rebelles mais que tout ce processus n'a pas été poursuivi par certains responsables », ce qui démontre les tensions qui règnent dans le premier cercle du président.

Un vrai défi pour le Président Tshisekedi

Un président qui a reçu les communautés tutsie et hutue congolaises la semaine dernière. A la première, il a tenu à donner des gages de sécurité et insisté sur le refus d'amalgame. Avec les Hutus,

il s'est montré plus critique à l'égard de Kigali mais sans outrance.

La balle est dans le camp du président Tshisekedi qui a réussi à faire taire nombre de critiques à son égard, à faire, notamment, oublier certaines interrogations sur le processus électoral ces derniers jours en se drapant dans les habits du « chef de guerre ». Mais cette stature ne peut durer que si elle débouche sur une victoire sur le terrain, ce qui n'est pas garanti au vu des dernières évolutions. Et le doute est permis sur l'engagement des troupes des États voisins qui se déploient sans se presser parallèlement aux casques bleus déjà présents depuis plus de 20 ans. Le passé récent des interventions ougandaises et cette multiplication d'armées étrangères dans l'est de la RDC ne rassurent pas.

Félix Tshisekedi peut-il prendre le chemin de la table de négociation dans ce contexte ? Il faudra expliquer/justifier cette position à une population qui a montré sa détermination face à un ennemi qu'elle a identifié clairement. Une population qui a aussi constaté que, jusqu'ici, aucune des mesures prises par le successeur de Kabila pour éteindre les tensions dans l'est du pays n'a eu le moindre effet positif. Un échec symbolisé par les états de siège décrétés il y a 18 mois en Ituri et dans le Nord-Kivu qui n'ont fait qu'empirer la situation.

Si Félix Tshisekedi opte pour l'option militaire, outre le danger d'un échec sur le terrain, il prend le risque de se mettre à dos la plupart de ses voisins qui n'ont pas ménagé leurs peines pour éviter ce scénario. Il s'en trouverait donc isolé.

Les prochains jours s'annoncent périlleux au Congo et dans toute la sous-région.

Lalibre.be

Uhuru Kenyatta aux Congolais : "les armes n'amènent pas le développement"

« Les armes ne font pas seulement des victimes mais elles peuvent jamais amener le développement et la richesse », a sensibilisé le facilitateur désigné de l'EAC pour les pourparlers de paix entre Kinshasa et groupes armés de l'Est, lors d'une interview accordée dimanche à la Radio Okapi, une radio parrainée par l'ONU.

Quelques temps après son arrivée à Kinshasa, Uhuru Kenyatta avait échangé tour à tour avec le président Tshisekedi et la cheffe de la Monusco, Bintou Keita sur les pistes de solution à envisager pour ramener la paix rapidement dans l'Est de la RDC.

Cependant, l'ancien président kényan a appelé les combattants des groupes armés à déposer les armes car, dit-il, les Congolais sont tués innocemment. Il affirme qu'on leur impose la guerre. « [...] Nous sommes là pour échanger avec le gouvernement et avec les Congolais pour voir comment nous pouvons ramener la paix dans le pays et amener la solidarité entre les différentes communautés et ethnies », a-t-il indi-

qué.

De manière sincère, l'émissaire de l'EAC estime que les Congolais doivent plus que jamais développer le patriotisme, vivre et travailler ensemble. « Mes frères et sœurs Congolais, je voudrais vous dire ceci : il y a ceux qui viennent d'ailleurs pour vous diviser. Mais, ils ne vous divisent pas parce qu'ils vous aiment. Ils vous divisent pour leurs intérêts qu'ils cherchent dans votre pays. C'est la responsabilité de tout Congolais », a-t-il professé.

Kenyatta s'active pour harmoniser les positions de Kinshasa avant le troisième round des pourparlers de paix dit de Nairobi renvoyé au 21 novembre alors qu'il était initialement prévu le 16 novembre 2022.

Hormis le facilitateur de l'EAC, deux autres chefs d'État étaient dans la capitale congolaise le week-end dernier. Il s'agit de l'Angolais João Lourenço (médiateur désigné de la SADC et de l'ONU) et Umaro Sissoko de la Guinée-Bissau.

L'objectif reste le même. Trouver la solution pour venir à bout de l'insécurité



Uhuru Kenyatta, ancien président du Kenya et facilitateur désigné de l'EAC dans le processus de paix entre la RDC et les groupes armés de l'Est dont le M23 @Photo Droits tiers

créée par des groupes qui écument la partie Est de la RDC dont les terroristes

du M23 et les ADF.

Patrick Mputu/ouragan.cd

Mali**Le Royaume-Uni annonce le retrait anticipé de ses troupes**

précise pour le retrait des troupes britanniques, stationnées à Gao. Mais il participera la semaine prochaine à une conférence régionale au Ghana pour poursuivre le partenariat international en faveur de la stabilisation du Sahel.

Des troupes hautement équipées ayant permis de nombreuses victoires

Depuis 2020, le contingent britannique qui va plier bagages compte environ 300 militaires, dont 16 femmes. Dans le groupe, on retrouve des troupes de cavalerie, d'experts spécialisés en explosifs, des hommes en position de combat et un personnel médical.

Dans le Sahel, on reconnaît ces soldats britanniques de la Minusma par leurs nombreux véhicules armés d'une technologie de pointe. Ayant le terrain comme métier, ils organisaient notamment des missions dans les zones difficiles d'accès : dans la région de Gao, mais également plus récemment dans le secteur des trois frontières (Mali, Niger et Burkina Faso) où les jihadistes sont nombreux, rapporte notre correspondant régional, **Serge Daniel**.

Dans les villages et hameaux traversés, leur premier objectif était de rassurer et de protéger les populations. Mais ils allaient aussi au contact des jihadistes. Selon la mission de l'ONU au Mali, grâce à leurs patrouilles, des armes, des motos et autres matériels ont été saisis, des jihadistes ont été interpellés, et d'autres obligés de prendre la tangente.

Sur le terrain, les Britanniques, avec leurs équipements, avaient jusqu'à trois semaines d'autonomie, ce qui permet des patrouilles de longue durée.

Après la France et la Suède, le Royaume-Uni a annoncé ce lundi 14 novembre le retrait de ses forces du Mali. Les troupes britanniques, déployés dans le pays dans le cadre de la Minusma, la mission des Nations unies, sont pourtant connues pour leurs équipements de haute technologie, permettant des nombreuses victoires face aux groupes armés.

Le Royaume-Uni n'ira pas au bout de ses trois ans de déploiement au Mali, au sein de la **mission des Nations unies pour la stabilisation de la région**. Au **Parlement britannique ce lundi**, le ministre délégué aux Armées James Heapey s'est justifié : « *deux coups d'État en trois ans* » à Bamako ont « *miné les efforts internationaux pour parvenir à la paix* », rapporte notre correspondante à Londres, **Emeline Vin**.

Il accuse également le gouvernement malien de sa **proximité avec le groupe de mercenaires russe Wagner**, appelé par Bamako pour contrer l'émergence de groupes jihadistes dans la région et **accusé d'exactions**. Londres « *ne peut pas déployer son armée dans un pays dont le gouvernement n'est pas enclin à œuvrer pour la stabilité et la sécurité* », explique James Heapey.

Le ministre n'a pas donné de date

Bénin**L'opposition craint d'être écartée des élections**

En vue des législatives béninoises du 8 janvier prochain, la Commission électorale nationale autonome (Céna) a de-



mandé des compléments de pièces à certains partis, dont Les Démocrates de l'ancien Président Boni Yayi. **Dimanche 13 novembre**, le parti d'opposition n'avait toujours pas réuni tout ce qui manquait à la validation de son dossier pour mardi. Les Béninois se demandent désormais l'opposition sera écartée comme en 2019 : leur démocratie était pourtant citée en modèle avant la présidence de Patrice Talon.

Dimanche soir, il manquait aux Démocrates trois attestations fiscales sur les 218 dossiers. Selon le parti, le fisc réclame à leurs trois candidats des centaines de millions de francs CFA, des montants qu'ils contestent. Lundi 14 novembre, une séance de travail est prévue à la di-

rection des impôts avec le parti, a appris RFI.

Le **quitus fiscal**, l'un des documents demandés, est éliminatoire et la loi ne

permet pas de remplacer les noms des candidats en difficulté **après le dépôt des dossiers**. Le pouvoir est pointé du doigt : « *Patrice Talon n'aime pas les élections* », déclare l'ancien ministre de la Défense devenu opposant Candide Azanai.

Sur les réseaux sociaux, de nombreux appels sont lancés au chef de l'État, lui demandant d'organiser un **scrutin inclusif** au nom de la paix et de la démocratie. Mais le camp de la majorité présidentielle défend et dédouane son leader. Patrice Talon n'a rien à y voir, selon ses proches : tout citoyen qui aspire à un mandat électif doit payer ses impôts, recommande la publication d'un de ses partisans.

Afrique du Sud**La réunion de l'ANC minée par des affaires de corruption**

En Afrique du Sud, le parti au pouvoir, le **Congrès national africain (ANC)**, a rassemblé les membres de son organe exécutif ces trois derniers jours, pour des débats houleux sur l'avenir de la formation. Alors qu'un scrutin interne aura bientôt lieu, à la mi-décembre, pour déterminer qui conduira le parti lors des élections nationales de 2024, le président en exercice, **Cyril Ramaphosa**, est de plus en plus contesté, suite à sa mise en cause dans l'affaire de Phala-Phala, du nom de sa ferme où a été dérobé de l'argent liquide.

Le président n'en a pas soufflé mot dans son discours de clôture, dimanche soir, mais le scandale de Phala-Phala était sur toutes les lèvres lors de cette grande réunion de l'ANC. Les plus ardents opposants de **Cyril Ramaphosa** ont réclamé sa mise en retrait, alors que la commission d'intégrité du parti n'a pas encore rendu ses conclusions sur cette affaire.

Silence du chef de l'État

Le chef de l'État, chantre de la lutte anticorruption, est jusqu'à présent resté très silencieux sur la plainte déposée en juin 2022 par l'ancien chef des services de renseignements, qui l'accuse d'avoir caché en 2020 un cambriolage et un vol dans sa ferme de plusieurs millions de dollars en liquide.

Somaliland**Crise politique après la fin du mandat du président Bihi**

L'opposition du Somaliland annonce qu'elle ne reconnaît plus la légitimité du président Muse Bihi Abdi : la présidentielle aurait dû avoir lieu dimanche 13 novembre, mais le chef de l'État a obtenu le mois dernier un report du scrutin et une prolongation de son mandat. Aucune nouvelle date n'est fixée et le pays est dans l'impasse.

L'opposition a mis sa menace à l'exécution. Selon la Constitution, le mandat du président Muse Bihi Abdi devait prendre fin dimanche. Il n'est officiellement plus légitime, a annoncé l'opposition.

Le **calendrier des élections** est au cœur de cette crise politique. En septembre, la Commission électorale a déclaré avoir besoin de neuf mois pour organiser la présidentielle, citant des raisons « *techniques et financières* » et repoussant ainsi l'élection à 2023.

Puis dans la foulée, un puissant conseil d'anciens, les Guurti, a prolongé



Cependant, Cyril Ramaphosa n'est pas le seul à être visé par une enquête de son parti : l'un de ses principaux concurrents, l'ancien ministre de la Santé, Zweli Mkhize, pourrait aussi être mis en difficulté, suite à des soupçons de corruption en lien avec la lutte contre le Covid-19.

Quand même favoris

Malgré ces dossiers et leur sort encore en suspens, les deux hommes restent pour l'instant favoris, face aux deux autres candidates déclarées, Lindiwe Sisulu et Nkosazana Dlamini-Zuma, qui manquent de soutien au sein des branches régionales.



de deux ans le mandat du président Bhihi, provoquant la colère de l'opposition. Celle-ci était déjà descendue dans les

rués en août pour exprimer son mécontentement : au moins cinq personnes avaient alors été tuées.

Ce rejet de l'extension du mandat présidentiel alimente donc les inquiétudes quant à un regain des tensions dans la région. Plusieurs discussions ont déjà eu lieu pour tenter de trouver un accord, mais sans succès.

Car une autre bataille se joue. Au Somaliland, la Constitution prévoit que les trois partis autorisés à participer à la vie politique pour les 10 années à venir soient désignés par un vote. Le pouvoir souhaite que le scrutin ait lieu avant la présidentielle, l'opposition souhaite le contraire et accuse le chef de l'État de chercher à écartier l'opposition actuelle de la présidentielle, en tenant ce vote auparavant.

" La Formule de l'Amour ", un film russe projeté à Kinshasa

Encore une très belle programmation des films romantiques et dramatiques pour cette 13^{ème} édition de la semaine du cinéma russe. Elle s'est ouverte vendredi 11 novembre 2022, dans la salle



de spectacles du Palais du Peuple, à Kinshasa. Contrairement aux éditions précédentes, cette 13^{ème} édition a connu un engouement total, un franc succès. Des diplomates, étudiants et personnalités du monde culturel ont rehaussé de leur présence cette cérémonie. Pendant trois jours, les Congolais vont déguster les films russes.

Dans son mot d'ouverture, l'ambassadeur de la Fédération de Russie en RDC, Alexey Sentebov a remercié le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso N'kodia Pwanga, son collègue du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo ainsi que leurs équipes pour l'ouverture d'esprit ainsi que l'assistance substantielle accordées à sa mission diplomatique dans la mise en œuvre de cette belle initiative.

Il a annoncé le prochain sommet Russie-Afrique qui aura lieu en été 2023 dans la capitale culturelle russe, à Saint-Pétersbourg. Le diplomate russe a souligné que les résultats de cet événement consolideront davantage les acquis et apporteront une contribution fondamentale au renforcement de la solidarité et de l'amitié entre les deux nations. **« Nous constatons que pendant les 62 ans des nos relations diplomatiques, nos pays ne cessent d'approfondir et d'élargir la coopération bilatérale multidimensionnelle. Nous cherchons certainement à mettre en œuvre de nouveaux projets tout en maintenant prudemment les meilleures pratiques. Nous comptons voir les représentants de la RDC lors du sommet susmentionné afin d'insuffler un nouvel élan à l'amitié russo-congolaise, profondément ancrée dans notre histoire commune »**, a dit Alexey Sentebov.

Par ailleurs, le diplomate a fait remarquer que l'ambassade de Russie continue de recevoir une énorme demande du

peuple congolais, du plus petit au plus grand, voulant découvrir la culture russe.

L'ambassade de Russie a réalisé beaucoup d'initiatives pour promouvoir les relations entre les deux pays et surtout, la compréhension entre les deux nations. Il a indiqué de manière concrète, que la mission diplomatique augmente chaque année le nombre de boursiers qui font leurs études dans le cadre du quota du gouvernement de la Fédération de Russie accordée à la RDC. Elle procède aussi à la mobilité académique des étudiants et des professeurs. La mission diplomatique russe travaille sur la possibilité d'ouvrir la faculté de langue russe dans les universités congolaises. Elle organise également des concerts, festivals, expositions, visioconférences, débats, projets éducatifs et plein d'autres choses.

La projection de films est également une très belle occasion pour permettre au public congolais de connaître l'histoire, ainsi que la réalité de la vie quotidienne du peuple russe. À cet égard, Sentebov a exprimé sa reconnaissance à Karen Shakhnazarov, réalisateur, scénariste et directeur général de Mosfilm, la plus grande société de production cinématographique de la Fédération de Russie et l'une des plus grandes en Europe, qui apporte une contribution significative aux préparatifs de la Semaine du cinéma en accordant des films russes et soviétiques. Pendant trois jours, dit-il, soit du 11 au 15 novembre, il est projeté les chefs-d'œuvre des cinéastes russes, lesquels ont emballé le public lors des festivals les plus prestigieux du monde. **« Les mêmes ont été récompensés dans des diverses catégories »**, a fait savoir le diplomate.

La Semaine du cinéma russe s'est ouverte par le film **« La Formule de l'Amour »** dont l'action se déroule au 18^{ème} siècle. Il s'agit d'une des comédies, les plus populaires, où la question de savoir qu'est-ce qui est plus difficile : animer une statue ou éveiller des sentiments d'une vraie jeune fille apparaît en filigrane.

Alexis Emba/ouragan.cd

" La résistante " présentée à l'occasion du lancement de la Cie " Yampa création "

La compagnie **« Yampa création »** lance solennellement ses activités le vendredi 11 novembre au Centre culturel Boboto à Kinshasa. A l'occasion, le nouveau groupe culturel va présenter un spectacle intitulé **« La résistante »** de l'auteur italien Pietro Pizzuti et mis en scène par Wedou Wetungani. L'annonce a été faite à **Ouragan.cd** par son directeur artistique, Sonville Monkwe Mahela.

La compagnie **« Yampa création »** a été créée et initiée uniquement pour faire revivre le théâtre dans la société. Son initiateur, Sonville Monkwe a constaté que depuis un certain temps, la scène théâtrale est vide ; le théâtre n'existe plus ; il n'existe plus des saisons théâtrales ; il n'y a plus de grandes créations, plus assez de festivals liés au théâtre. Ce comédien pense avec sa structure culturelle relancer l'activité théâtrale. **« Yampa, en langue Kongo veut dire nouveau. Nous voulons par notre structure apporter la renaissance du théâtre, une nouvelle impulsion dans le théâtre. Nous n'inventons pas la roue. Nous voulons que des choses redeviennent comme avant. Et pour ce faire, nous commençons par notre propre création – La résistante – qui est une première expérience »**, a indiqué l'orateur. Au-delà de la scène, Yampa création projette accompagner des jeunes structures. Et déjà l'année prochaine, l'organisation va lancer le Festival international des créations artistiques, **« FICRA »** pour encadrer des jeunes artistes et leurs créations.

Il sera question aussi de les aider à améliorer l'écriture de leurs projets, comment vendre leurs spectacles et leur mobilité. **« Nous allons inviter des experts à travers des ateliers pour nous apprendre comment vendre nos spectacles et contribuer à leur mobilité »**, a renchéri Sonville



Monkwe. **« La Résistante »** est le premier projet financé sur fonds propres de la compagnie culturelle et artistique **« Yampa création »**. Le choix de cette pièce se justifie par la nouvelle disposition des enjeux internationaux en matière de sécurité des personnes et des biens pendant la période de guerre.

Dans ce monde marqué par des conflits armés, l'auteur ne peut se résoudre à oublier et à se laisser faire. Son crayon devient son arme pour lutter et réveiller l'humanité. Certes, il ne changera pas le monde, mais sa lutte empêchera sans doute d'accepter facilement les horreurs et les atrocités, a-t-il expliqué.

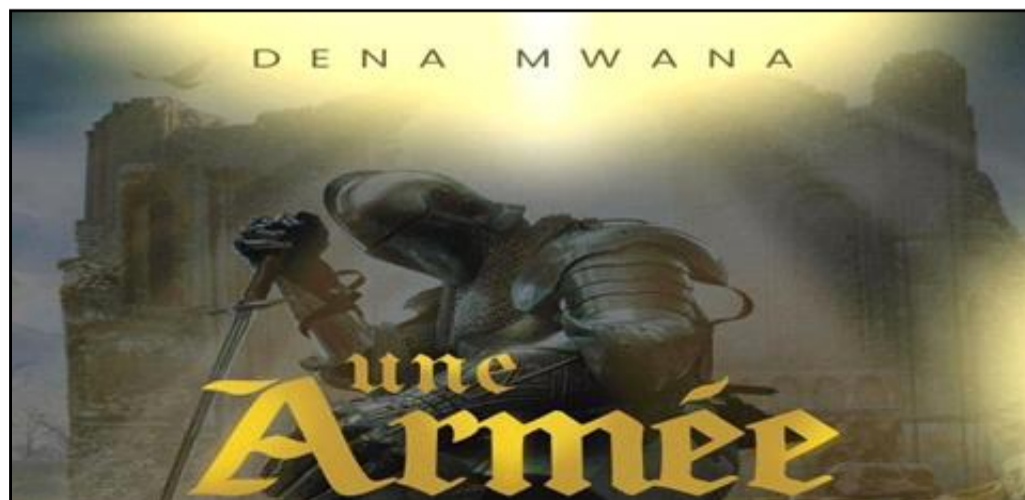
Cette dramaturgie de Pietro Pizzuti retrace l'histoire d'une femme qui écrit une pièce de la guerre pour retrouver la paix. Créée le 10 juin 2022, à l'initiative du comédien Sonville Monkwe Mahela et du conteur Emmanuel Kazadi Tshiabuila, Yampa création compte conquérir les scènes nationales et internationale dans l'univers culturel et artistique. Elle projette de contribuer au développement du pays notamment par l'éveil et l'interpellation de la conscience. Yampa création est armée des projets artistiques, socioculturels et éducatifs capables d'apporter des solutions palliatives aux problèmes qui rongent la société. Sonville Monkwe est un artiste comédien conteur et directeur artistique de Yampa création.

Saint Hervé M'Buy/ouragan.cd

Dena Mwana annonce la sortie de son nouveau single "Une armée " le 18 novembre

La chanteuse chrétienne Denise Mwana Kitata Muwayi alias **« Dena Mwana »**, a annoncé, vendredi, la sortie de son single **« Une armée »** le 18 novembre prochain sur toutes les plateformes de téléchargement légal, a appris l'ACP via sa page officielle **« Instagram »**.

« Où est l'armée de Dieu?, ces millions de serviteurs et servantes éparpillés dans tous les secteurs de la vie. Ceci est un appel, soyons prêts quand la trompette sonnera », a laissé



en commentaire l'artiste musicienne aux croyants.

Dena Mwana est une auteure, compositrice, interprète, artiste, conférencière,

conductrice de louange et d'adoration née à Kinshasa, le 27 décembre 1986 des parents congolais. Elle débute sa carrière comme chanteuse en 1996,

dans le chœur **« Notre dame de grâce »** de Kinshasa où cinq ans plus tard elle devient directrice de chœur.

Elle a été nommée plusieurs fois aux Africa Gospel Music et Média Awards **« AGMA »** en 2013 et 2019 à Londres. La chanteuse dispose de trois albums interprétés avec plusieurs stars nationales et internationales entre autres, El Georges, Lord Lombo, Dan Luiten, Soweto Gospel, Limoblaze, etc.

Vodacom - Ligue 1**TP. Mazembe - Goupe Bazano reporté sine die !**

La Linafoot a reporté sine die la rencontre entre le TPM et la JS Groupe Bazano programmée ce mercredi 16 novembre à Kamalondo. Motif : Baggio SIADI, Djos ISSAMA, Ernest LUZOLO, Kévin MONDEKO, Sozé ZEMANGA, John BAKATA, Philippe KINZUMBI, Serge MUKOKO, Adam BOSSU, Tandi MWAPE et Ibrahim MOUNKORO sont appelés en sélections.

L'organisateur du championnat national motive sa décision par le fait que le TPM a cédé plus de cinq joueurs à la sélection nationale. Le secrétariat de la Linafoot ne pouvait alors aller en opposition avec la FECOFA qui a convoqué neuf joueurs de l'effectif de Pamphilé MIHAYO.

Sur place à Kamalondo, les



Corbeaux non convoqués poursuivent leur préparation sans les onze internationaux partis répon-

dre aux convocations pendant cette trêve qui durera jusqu'au 25 novembre.

Pédocriminalité dans le foot**Le président de la FECOFA auditionné au parquet**

Une instruction a été ouverte au parquet à la suite de la publication d'une enquête sur un réseau pédocriminal dans le football en RDC.

Dans le cadre de cette instruction, Donatien Tshimanga, président de la Fédération congolaise de football association (FECOFA), a récemment été auditionné par le Parquet.

L'intéressé a confirmé cette information à Romain Molina, journaliste français auteur de l'enquête ayant mis à nu la pratique encrée de pédocriminalité dans le monde de football.

Rien n'a cependant filtré de cette audition.

Le journaliste, lui, a publié vendredi le deuxième épisode de son enquête, greffé d'une liste de 15 entraîneurs pédophiles. Ceux-ci s'ajoutent aux 6 noms révélés au premier épisode.

Ces 15 entraîneurs et dirigeants sont :

- Enock Mangala, président et coach du FC Mangala.

- Blaise Ntumba Balay, président et coach de l'AS Balayi.

- Glody Tusevo Magoda, plus connu sous le nom de Coach Magoda. Passé par le club de Fly et d'une autre équipe, Salvator (dans la commune de Lemba, à Kinshasa, dans le quartier Livulu).

- Coach Fueto, entraîneur à Lokola Mutu.

- Coach Bibey, de son vrai nom Charles Kahumba, aujourd'hui entraîneur à Ceforbel et anciennement à Belor d'où il a été renvoyé pour ces faits. Ancien entraîneur de Bel'or qui avait la particularité de mettre du rouge à lèvres au moment de passer à l'acte.

- Coach Izé, ancien entraîneur de Bleu-Ciel dans la commune de Barumbu.

- Coach Sokola, entraîneur impliqué depuis

le début des années 2000 dans la commune de Barumbu.

- Coach Lama, entraîneur de Jama Sport.

- Coach Miple, entraîneur du FC Makila dans la province de Bandundu.

- Coach Grady Matondo, entraîneur adjoint à l'OC Jupiter.

- Coach Tibet, dans la commune de Kintambo (Kinshasa).

- Coach Makoso, dans la commune de Kintambo (Kinshasa).

- Coach Vea du MK Étanchéité, de son vrai nom Mbanza Fiston.

- Coach Glody Kabongo, entraîneur au FC Salvador. Anciennement entraîneur à Jeune Talent, avant son récent changement de club.

- Coach Guy Mbole.

Les 6 noms publiés précédemment sont :

- Guy Roger Limolo
- Bertin Kisamba
- Cédric Dongo Epapa
- Alain Kandudi
- Jonathan Buka
- Tifo Miezi

A titre préventif, les entraîneurs de deux vagues ont tous été suspendus par la FECOFA.

La fédé leur a « demandé de se mettre à la disposition de la commission d'enquête et/ou des instances judiciaires compétentes ».

Laurent Omba/Infos

CAN - Handball (F)**La RDC en quarts de finale face au Cameroun**

Les Léopards dames de la République démocratique du Congo (RDC) ont été battues par les Palanca Negra Negra d'Angola (22-35), lundi 14 novembre lors



du match de la troisième journée-phase des groupes (A) du championnat d'Afrique des nations de handball-féminin qui se déroule au Sénégal.

Les Angolaises étaient supérieures depuis la pause (17-14).

Malgré cette défaite, les Congolaises avaient obtenu leur qualification pour les quarts de finale dimanche 13 novembre, en battant les Algériennes sur le score de 32-23. La première victoire était face aux Capverdiennes (27-19).

Ainsi, la RDC jouera le Cameroun mercredi 16 novembre.

La dernière rencontre entre les deux équipes s'est soldée en faveur du Cameroun (21-26) lors de la phase des groupes de la CAN en 2020. Mais lors de la CAN 2018, la RDC a terminé en 3e position (médaillée de bronze) au détriment du Cameroun (33-22).

Les autres rencontres de quarts de finale :

- Sénégal- Egypte
- Angola-Tunisie
- Congo-Cote d'Ivoire

Le meilleur onze de la Ligue des Champions Féminine, Maroc 2022

La CAF a publié le meilleur onze de la Ligue des champions féminine 2022 après le succès de la deuxième édition épique du tournoi au Maroc.

La liste des joueuses telle que compilée par les membres du Groupe d'étude technique (TSG) de la CAF souligne les meilleures performances à chaque poste au cours des trois dernières semaines de la compétition.

La gardienne de l'ASFAR Khadija Er-rmichi, qui a été élue meilleure gardienne du tournoi pour son rôle dynamique dans la conquête du titre par l'équipe marocaine, occupe la première place entre les poteaux. Er-rmichi a gardé quatre clean sheets au cours des cinq matches, mettant fin à sa décevante participation à la Coupe d'Afrique des Nations féminine.

Dans une défense à quatre, Bambanani Mbane des Mamelodi Sundowns fait équipe avec Aziza Rabbah de l'ASFAR pour former un excellent duo de défenseuses centrales. Toutes deux se sont montrées assidues et ont harcelé leurs adversaires à chacune de leur participation au tournoi.

Ghizlane Chhiri de l'ASFAR s'est vu attribuer le poste d'arrière gauche, tandis que Glory

Edet des Bayelsa Queens a obtenu le poste d'arrière droit, grâce au rythme de travail sublime, à la discipline et à la ténacité du duo pendant la compétition pour les équipes respectives afin de compléter le mur.

Au milieu du terrain, Siham Boukhami de l'ASFAR est associée à Boitumelo Rabale, qui a été une menace de but pour les Mamelodi Sundowns, et à sa coéquipière Fatima Tagnaout, qui a joué un rôle important dans le triomphe des Marocaines, elle a reçu le prix de la meilleure joueuse du tournoi.

La ligne d'attaque est composée de trois joueuses : Lelona Daweti, des Mamelodi Sundowns, qui a réalisé une belle campagne avec quatre buts sur l'aile droite, et Opah Clement, des Simba Queens, qui occupent la quatrième place, qui apporte sa vitesse et sa puissance sur l'aile gauche.

À l'avant, la meilleure buteuse du tournoi, Ibtissam Jraidi, de l'ASFAR, avec six buts, sera le leader de la ligne d'attaque, après sa remarquable performance lors du titre de son équipe marocaine.

C'est la formation 4-3-3 de nos rêves qui soumettra n'importe quel adversaire et montrera un art du football remarquable.

Beverragi aux abois, cherche un bouc-émissaire

Le contentieux Astalia contre Nb mining tire en longueur du fait de la mauvaise foi de l'une des parties en présence, à savoir Pascal Beverragi. Cet homme d'affaires véreux battu devant plusieurs juridictions en RDC comme à l'étranger ne s'avoue pas vaincu. Pour garder la tête hors de l'eau il a choisi de faire de Ecobank son bouc-émissaire alors que le dossier est déjà clos par des décisions de justice irréfutables.

En tout cas, il n'est pas facile de s'approprier un bien d'autrui. Celui qui est tenté par cette mésaventure a toujours la conscience chargée et cela s'extériorise par de l'agitation, mieux la frénésie. C'est ce qui est constaté dans le chef de M. Pascal Beverragi lequel avait, avec l'appui des autorités militaires et des services du régime précédent, tenté de déposséder Moïse Katumbi de sa société MCK Mining. Ce sujet corse a profité de la rupture entre l'ancien gouverneur du Katanga et ses par-

tenaires du Pprd pour jouer son coup perfide. Avant d'avoir apuré sa dette relative à l'achat de MCK Mining, Pascal Beverragi s'est hâté de changer de dénomination en Nb mining, foulant aux pieds toutes les clauses liées à la transaction. Ce que la partie adverse, ci-devant Astalia, n'a pas digéré avant d'ester en justice pour rentrer dans ses droits. Une première fut remportée à Paris (France) par Moïse Katumbi après l'échec de l'appel interjeté par Beverragi au premier degré. Non content de ce jugement rendu en sa défaveur dans son propre pays, l'homme d'affaires véreux ne s'avouera pas vaincu. Il vite rentrer en RDC, pour remettre cette décision de justice avec l'aide de ses complices congolais. Non sans peine car un autre cycle judiciaire va être déclenché. D'abord, le tribunal de Kolwezi va le débouter en ordonnant le paiement de ce qu'il doit à Astalia de même que la saisie des biens de MCK Mining indument détenus par devers lui. Sans surprise, il s'opposera

à ce jugement en s'adonnant à des affabulations dans les médias acquis à sa cause. Viendra enfin la décision rendue, cette fois par le tribunal de commerce de Kinshasa qui a eu pour effet de le clouer au pilori. Beverragi s'est vu appliquer la loi. Impénitent et jouant au dur, il va, une fois de plus, chercher à distraire l'opinion en s'attaquant, toujours dans les médias, à une banque qui a joué dans cette affaire le rôle de tiers-saisi pour l'exécution d'une décision de justice. S'étant sentie lésée, Ecobank Rdc n'a pas tardé à publier un communiqué pour recadrer Beverragi et rétablir les faits. Dans ce document dont notre rédaction a obtenu une copie, Ecobank Rdc Sa dit avoir eu récemment connaissance d'informations parues dans des réseaux sociaux faisant état de opérations de scellé et de saisie de son siège à Kinshasa. Notre homme ne manque pas de culot. Le but poursuivi était de créer la panique dans le

chef de nombreux clients de la banque et leur faire douter sur leurs épargnes. Peine perdue car, les portes d'Ecobank Rdc Sa sont toujours ouvertes et la clientèle n'est pas inquiétée outre mesure. Le fonds du problème c'est que Pascal Beverragi s'est trompé de cible. Il s'est fourvoyé en voulant incriminer un « tiers » à leur affaire. Cela s'appelle chercher un bouc-émissaire sur qui déverser toute sa bile. Pour laver son honneur, Ecobank Rdc Sa se réserve le droit d'aller en justice contre Beverragi et consorts. Présente dans 35 pays et ayant près de 32 millions de personnes bénéficiant de ses services à travers l'Afrique et le monde, elle n'entend pas se laisser marcher par un loser aux abois et abandonné par ses anciennes béquilles. Il devra apprendre que l'on ne badine pas avec la justice surtout quand on est un usurpateur.

LR

Nord-Kivu

Intensification des combats entre FARDC et M23 vers Kibati



De violents combats se sont poursuivis jusqu'en début de la soirée de ce mardi 15 novembre entre les FARDC et les rebelles M23 au nord du territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu), à une dizaine de kilomètres au nord de Goma.

Plusieurs sources évoquent la prise de Kibumba par les rebelles du M23.

Depuis 15 heures ce mardi, une panique s'est emparée des populations civiles dans les villages de Kanyarutshinya et Munigi, qui se vident de leurs habitants.

La plupart des déplacés affluent vers la ville de Goma.

Les déplacements sont consécutifs au retrait des

FARDC de la zone de combat.

Plusieurs sources évoquent la prise de Kibumba par des rebelles, depuis 11 heures, ce mardi. Les rebelles qui avanceraient déjà vers Kibati, attestent-elles.

Du côté du territoire de Rutshuru, certaines sources font aussi état de l'occupation de Tongo par les rebelles du M23, sans combats depuis ce mardi dans la journée.

Tongo est le chef-lieu du groupement du même nom dans la chefferie de Bwito, à l'ouest du territoire de Rutshuru. Cette localité offre une autre voie d'accès directe pour le territoire de Masisi.

Sur le front nord, ces rebelles auraient déjà pris le contrôle de Mabenga, dans le Parc des Virunga, au nord de Kiwanja, après d'intenses combats le week-end contre l'armée nationale.

Général Constant Ndima : " l'armée fait encore face au M23 dans les hauteurs de Kibumba "

Les Forces armées de la RDC font encore face aux rebelles du M23 dans les hauteurs de Kibumba, a confirmé le gouverneur du Nord-Kivu, le général Constant Ndima en début de soirée de ce mardi 15 novembre à Goma. Il a fait cette mise au point au regard des rumeurs faisant état de la prise de Kibumba et de la présence des rebelles dans la ville de Goma.

Pour le général Constant Ndima, ces rumeurs sont véhiculées par l'ennemi afin de créer une grosse panique au sein de la population locale.

« Chers compatriotes, au regard de la rumeur faisant état de la présence de l'ennemi dans la ville de Goma, lesquels rumeurs sont véhiculées par l'ennemi afin de créer une panique générale, au sein de la population, je vous demande de rester calme, et de vaquer librement à vos occupations », a déclaré le gouverneur du Nord-Kivu

Il assure que « les forces loyalistes se comportent très



bien sur le terrain des opérations et contiennent l'ennemi dans les hauteurs de Kibumba ». Toutefois, il demande à ses administrés de rester vigilants et de résister à l'ennemi.

Ce mardi dans la journée, des informations faisaient état de l'avancée du M23 vers la ville de Goma. Elles ont créé une panique dans la ville et dans les villages du territoire de Nyiragongo, où des milliers de déplacés de Kanyaruchinya et habitants de la région ont plié bagages pour trouver refuge à Goma.

Vers 15 heures, des militaires quittaient la zone des combats vers Goma. Pour certaines sources, il s'agissait de la relève des militaires.